

SIVU de la Bouvade - SIE du TOULOUS SUD

## MARCHE PUBLICS DE TRAVAUX

Objet de la Procédure adaptée

Mont-le-Vignoble - Marché AO - Opération n°1C Rue de  
l'église et Mont-le-Vignoble - Renouvellement AEP - Rue de  
l'église

Date et heure limites de remise des offres :

**Lundi 7 juin 2010 à 12 heures**

### **0. REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

# SOMMAIRE DU REGLEMENT DE CONSULTATION

<b>ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC.....</b>	<b>1</b>
ARTICLE 1.1. Nom et adresse de l'acheteur public .....	1
ARTICLE 1.2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues	1
ARTICLE 1.3. Adresse auprès de laquelle des documents peuvent être obtenus .....	1
ARTICLE 1.4. Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées.....	1
<b>ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 2.1. Description du marché.....	2
ARTICLE 2.2. Quantité à fournir .....	3
ARTICLE 2.3. Délai d'exécution .....	3
<b>ARTICLE 3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER et TECHNIQUE .....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 3.1. Conditions relatives au marché.....	3
ARTICLE 3.2. Conditions de participation .....	4
<b>ARTICLE 4. PROCEDURE.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 4.1. Type de procédure d'appel d'offres.....	6
ARTICLE 4.2. Critères d'attribution du marché .....	6
ARTICLE 4.3. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration.....	9
ARTICLE 4.4. Renseignements d'ordre administratif .....	9
<b>ARTICLE 5. AUTRES RENSEIGNEMENTS.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 5.1. Contenu du dossier de consultation .....	9
ARTICLE 5.2. Modalités de remise des offres .....	10
ARTICLE 5.3. Application de l'article 54 du code des marchés publics .....	12
ARTICLE 5.4. Compléments ou modifications à apporter au CCTP .....	12
ARTICLE 5.5. Modifications de détail au dossier de consultation .....	12
ARTICLE 5.6. Propriété intellectuelle des projets et méthodes exposés dans les propositions .....	12

## **ARTICLE 1. ACHETEUR PUBLIC**

### **ARTICLE 1.1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC**

L'acheteur public est de type « collectivité territoriale ».

Pour les opérations d'assainissement :

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Président

Dénomination : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de la Bouvade

Adresse : 31 rue Léopold Cabret - 54113 MONT LE VIGNOBLE

Tél. : 03 83 62 55 40

Fax : 03 83 62 55 40

Pour les opérations d'eau potable :

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Président

Dénomination : Syndicat Intercommunal des Eaux du Toulous Sud

Adresse : 31 rue Léopold Cabret - 54113 MONT LE VIGNOBLE

Tél. : 03 83 62 55 40

Fax : 03 83 62 55 40

### **ARTICLE 1.2. ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ÊTRE OBTENUES**

Les informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous :

A l'attention de : Jérémie ELVIRA

Dénomination : Safege Ingénieurs Conseils

Adresse : 7, rue Claude Chappé 57070 METZ

Tél. : 03 87 36 09 89

Fax : 03 87 35 04 86

### **ARTICLE 1.3. ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES DOCUMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS**

Mêmes coordonnées qu'à l'ARTICLE 1.2.

### **ARTICLE 1.4. ADRESSE À LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES**

Mêmes coordonnées qu'à l'ARTICLE 1.1.

## ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

### ARTICLE 2.1. DESCRIPTION DU MARCHÉ

#### ARTICLE 2.1.1. TYPE DE MARCHÉ DE TRAVAUX

Le présente consultation concerne un marché de travaux de type « exécution ».

#### ARTICLE 2.1.2. FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ

Le marché ne comporte ne pas de tranches.

#### ARTICLE 2.1.3. DESCRIPTION / OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerne les travaux suivants pour l'assainissement :

Mont-le-Vignoble - Marché AO - Opération 1C - Collecte rue de l'église

Le projet de collecte rue de l'église à Mont-le-Vignoble (54) prévoit les travaux suivants :

- ✓ la pose d'un collecteur unitaire en PVC Ø 315 mm sur un linéaire d'environ 230 m situé rue de l'église pour acheminer les rejets des habitations de la rue de l'Église vers le réseau existant en PVC 200 mm au carrefour de la rue de l'Église et de la rue de Toul ;
- ✓ la pose d'un collecteur unitaire en PVC Ø 315 mm sur un linéaire d'environ 95 m situé rue des Jardins pour acheminer les rejets des habitations vers le nouveau réseau en PVC Ø 200 mm au croisement entre le Chemin Rural et la Rue des Jardins ;
- ✓ la mise en place d'un déversoir d'orage au carrefour entre le chemin rural et la rue des Jardins, avec les aménagements nécessaires (liaison avec le réseau existant et le réseau projeté) et d'une surverse en PVC Ø 315 mm sur un linéaire de 10 m vers l'avaloir du collecteur Ø 300 mm existant ;
- ✓ la pose d'un collecteur unitaire en PVC Ø 200 mm sur un linéaire d'environ 125 m situé en contre bas du haut de la rue de l'Église pour collecter les rejets des habitations du haut de la rue de l'Église vers le réseau projeté en PVC Ø 200 mm du chemin de la Fosse ;
- ✓ la mise en place d'un déversoir d'orage en haut de la rue de l'église avec les aménagements nécessaires (liaison avec le fossé existant et le réseau projeté) ;
- ✓ la reprise de 40 branchements d'assainissement situés sur la rue de l'Église et rue des Jardins.

Le marché concerne les travaux suivants pour l'eau potable :

Mont-le-Vignoble - Renouvellement AEP rue de l'église

Le projet d'adduction d'eau potable rue de l'église à Mont-le-Vignoble (54) prévoit les travaux suivants :

- ✓ la pose d'une canalisation d'adduction d'eau potable en fonte Ø 100mm sur un linéaire d'environ 115m situé rue des jardins ;
- ✓ la pose d'une canalisation d'adduction d'eau potable en fonte Ø 100mm sur un linéaire d'environ 195m situé rue de l'Église;
- ✓ la pose d'une canalisation d'adduction d'eau potable en fonte Ø 125mm sur un linéaire d'environ 165m situé rue de l'Église;

- ✓ La dépose de la conduite d'adduction d'eau potable existante sur un linéaire d'environ 475ml.
- ✓ la reprise de 58 branchements d'adduction d'eau potable situés sur la rue de l'Église et la rue des Jardins.

**ARTICLE 2.1.4. LIEU D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

Les travaux ont lieu à Mont-le-Vignoble (Meurthe et Moselle).

**ARTICLE 2.1.5. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE PERTINENTE**

Sans objet .

**ARTICLE 2.1.6. DIVISION EN LOTS**

Le marché ne comporte pas de décomposition en lots.

**ARTICLE 2.1.7. VARIANTES**

Les variantes sont autorisées uniquement sur l'opération d'assainissement notamment sur le matériau (fonte TAG 32) de la canalisation projetée située derrière les habitations de la rue de l'église.

**ARTICLE 2.1.8. DÉROGATION À L'OBLIGATION D'UTILISER DES SPÉCIFICATIONS EUROPÉENNES (POUR LES MARCHÉS DES OPÉRATEURS DE RÉSEAUX)**

Sans objet.

**ARTICLE 2.2. QUANTITÉ À FOURNIR****ARTICLE 2.2.1. QUANTITÉ GLOBALE**

Le contenu des travaux à exécuter est précisé à l'ARTICLE 2.1.3. du présent règlement de consultation.

**ARTICLE 2.2.2. MARCHÉS NEGOCIÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉS ULTÉRIEUREMENT**

Sans objet.

**ARTICLE 2.3. DÉLAI D'EXÉCUTION**

Le délai d'exécution du marché est précisé à l'ARTICLE 3. des actes d'engagement.

**ARTICLE 3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE****ARTICLE 3.1. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ****ARTICLE 3.1.1. CAUTIONS ET GARANTIES EXIGÉES**

Ce point est précisé au CCAP.

**ARTICLE 3.1.2. MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

Ce point est précisé au CCAP.

**ARTICLE 3.1.3. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ÉVENTUELS**

Les entreprises doivent se conformer, pour tout groupement éventuel, aux précisions apportées sur ce point dans l'avis d'appel public à la concurrence et aux dispositions prévues au code des marchés publics.

Le prestataire membre du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

**ARTICLE 3.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La conformité des entreprises par rapport à ces conditions de participation sera évaluée à l'issue de l'examen des premières enveloppes (voir ARTICLE 5.2. ). Les offres des entreprises (seconde enveloppe) ne remplissant pas les conditions de participation ne seront pas ouvertes.

**ARTICLE 3.2.1. SITUATION PROPRE DE L'ENTREPRENEUR**

Cet article précise les renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés au code des marchés publics et les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise.

L'entreprise soumissionnaire doit fournir les documents suivants :

- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le soumissionnaire
- Déclaration que le soumissionnaire ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre Etat
- En cas de redressement judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans un autre Etat, copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- L'attestation que le marché sera exécuté sans recours à la dissimulation de salariés (Article R 324-4 du code du travail)
- L'attestation sur l'honneur que le soumissionnaire n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L341-6, L125-1 et L125-3 du code du travail, ou pour des infractions équivalentes dans un autre Etat.

En cas de groupement, les déclarations attestations et justifications seront établies par et pour chacun des membres du groupement.

Des précisions sont apportées sur la liste des documents à fournir à l'ARTICLE 5.2.2. du présent Règlement de Consultation.

**ARTICLE 3.2.2. STATUT JURIDIQUE ET CAPACITÉ PROFESSIONNELLE**

L'entreprise soumissionnaire doit fournir les documents suivants :

- La justification de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce ou document équivalent pour les soumissionnaires établis dans un autre Etat
- La déclaration sur l'honneur, datée et signée, justifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations déclaratives et contributives en matière d'assiette des impôts, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et des cotisations aux caisses de congés payés et de chômage intempéries

- Les certificats établis par les administrations compétentes de l'Etat membre seront demandées en fin de procédure
- Pour les soumissionnaires établis dans un Etat tiers, lorsque les certificats ne sont pas délivrés, la déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays

En cas de groupement, les déclarations, attestations et justifications seront établies par et pour chacun des membres du groupement.

Des précisions sont apportées sur la liste des documents à fournir à l'ARTICLE 5.2.2. du présent Règlement de Consultation.

### **ARTICLE 3.2.3. CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

L'entreprise soumissionnaire doit fournir les documents suivants :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices

En cas de groupement, les déclarations seront établies par et pour chacun des membres du groupement.

Des précisions sont apportées sur la liste des documents à fournir à l'ARTICLE 5.2.2. du présent Règlement de Consultation.

### **ARTICLE 3.2.4. CAPACITÉ TECHNIQUE**

L'entreprise soumissionnaire doit fournir les documents suivants :

- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution de l'ouvrage et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage
- Certificats de qualifications professionnels. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupement, les déclarations, certificats et justifications seront établis par et pour chacun des membres du groupement.

Des précisions sont apportées sur la liste des documents à fournir à l'ARTICLE 5.2.2. du présent Règlement de Consultation.

## **ARTICLE 4. PROCEDURE**

### **ARTICLE 4.1. TYPE DE PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES**

La procédure retenue par le Pouvoir Adjudicateur est la procédure adaptée en application de l'article 8, 28, 65 et 66 du Code des Marchés avec possibilité de négociation notamment sur le prix

#### **ARTICLE 4.1.1. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

Le Conseil Général de Meurthe et Moselle, en application de l'article 14 du Code des Marchés Publics, a décidé d'intégrer dans le présent marché une clause sociale d'exécution pour l'emploi d'allocataire du RMI. Les candidats sont donc invités à prendre connaissance de l'article 1.7 du CCAP, précisant les délégations du titulaire en la nature.

Toute offre qui ne satisferait pas la clause sociale d'exécution sera déclarée irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Il est également précisé que cette clause est obligatoire, indépendante de l'attribution du marché et non négociable.

### **ARTICLE 4.2. CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

#### **ARTICLE 4.2.1. RECEVABILITÉ DES OFFRES**

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'éliminer d'office les offres incomplètes avant le jugement des offres : pièces manquantes, réponses partielles ou prestations incomplètes, etc. ainsi que les offres ne répondant pas exactement aux besoins exprimés dans le cahier des charges.

#### **ARTICLE 4.2.2. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

L'offre la plus avantageuse économiquement sera retenue au regard des critères énumérés ci-après, classés par ordre de priorité décroissante.



<b>Critère d'évaluation</b>	<b>100/100</b>
Valeur technique de l'offre	50/100
Moyens mis en œuvre pour respecter les délais	30/100
Prix	20/100

Les entreprises devront fournir un mémoire technique complet comprenant les informations suivantes :

- 1). Planning détaillé avec phasage :
  - Visite préalable du chantier au stade de l'offre
  - Précision de détail
  - Pertinence de l'enchaînement des tâches
- 2). Moyens mis en œuvre pour le chantier :
  - Installation de chantier
  - Moyens humains et matériels mis en œuvre pour le chantier et pour gérer la circulation, plan de circulation, sécurité, signalisation
  - Engins de chantiers, équipes
  - Indication des éventuels sous-traitants
- 3). Techniques d'exécution et de pose :
  - Protection de chantier, accès des engins et riverains, déviations éventuelles, plan de déviation
  - Gestion générale du chantier, plan d'installation (baraque de chantier, sanitaires, stockage de matériaux)
  - Descriptif des engins utilisés sur domaine privé et publics, indication précise de l'emprise latérale de chantier (coupe type de la tranchée, du bardage de tuyau, du stockage de matériau), stabilité de la fouille, indication des réfections à prévoir chez les particuliers.
  - Mode d'épuisement de fouilles – mesures protectrices vis à vis de la proximité des maisons (entraînement de fines).
  - Méthodologie de réalisation des ouvrages annexes avec schémas explicatifs
- 4). Caractéristiques des matériaux mis en œuvre :
  - Fiches techniques des matériaux et produits (béton, fonte, PVC, bordures, caniveaux, tampons...),
  - Liste des fournisseurs.

**L'absence de mémoire technique ou de l'un de ses chapitres entraînera le rejet de l'offre, et l'entreprise se verra attribuer la note 0 pour le mémoire technique.**

#### **Mémoire technique :**

Le mémoire sera noté sur 50 points. L'attribution des points s'effectuera en tenant compte de la pertinence du contenu du mémoire, la cohérence des techniques proposées, les spécifications demandées au paragraphe 4.2.2. et les moyens tant matériel qu'humains.

La note maximale attribuée pour un rapport répondant à l'intégralité des critères demandés sera de 50 points. Un mémoire de qualité moyenne se verra attribuer une note de 25 points. Un mémoire ne répondant pas aux critères ou l'absence de mémoire impliquera l'attribution d'une note nulle, à savoir 0 point.

Les mémoires pouvant être classés entre moyen et pertinent se verront attribuer une note entre 26 et 50 points à l'appréciation de la Commission d'Appel d'Offres. Les mémoires pouvant être classés entre « ne correspondant pas aux critères » et moyen se verront attribuer entre 1 et 24 points, à l'appréciation de la Commission d'Appel d'Offres.

#### **Moyens mis en œuvre pour respecter les délais :**

Les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour le respect des délais seront notés sur 30 points. Seront pris en compte les moyens humains et matériels dédiés au bon déroulement du chantier et le planning d'exécution.

#### **Prix :**

Le prix sera noté sur 20 points. l'offre de prix la plus avantageuse proposée par une entreprise correspondra à une note de 20/20. Les autres offres des entreprises se verront attribuer une note par interpolation :

$$20 \times \frac{\text{prix} \cdot \text{le} \cdot \text{plus} \cdot \text{bas}}{\text{prix} \cdot \text{proposé} \cdot \text{par} \cdot \text{le} \cdot \text{candidat}} = \text{note} \cdot \text{attribuée} \cdot \text{au} \cdot \text{candidat}$$

Les offres seront classées selon la note globale ainsi obtenue. L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle ayant obtenu la meilleure note.

#### **ARTICLE 4.2.3. DISCORDANCE À L'INTÉRIEUR D'UNE OFFRE DE PRIX**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

#### **ARTICLE 4.2.4. PRIX ANORMALEMENT BAS**

Si l'offre présente un ou des prix anormalement bas, il sera demandé à l'entrepreneur, conformément au code des marchés publics, des précisions sur la composition de ce prix. Si les justifications fournies ne sont pas jugées satisfaisantes, l'offre pourra alors être rejetée.

---

### **ARTICLE 4.3. REMISE D'ÉCHANTILLONS OU DE MATÉRIELS DE DÉMONSTRATION**

Sans objet.

### **ARTICLE 4.4. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**

#### **ARTICLE 4.4.1. CONDITIONS D'OBTENTION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ADDITIONNELS**

Conformément aux prescriptions de l'article 41 du CMP, le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque société qui en fait la demande. Le dossier de consultation est consultable et imprimable par voie électronique depuis le site Internet des Tablettes Lorraines : [www.tabletteslorraines.fr](http://www.tabletteslorraines.fr). Tout candidat retirant un dossier de consultation s'engage à ne pas faire de reproduction des documents fournis et à ne pas les communiquer.

Le dossier de consultation peut également faire l'objet d'un retrait par envoi postal ou par remise en mains propres aux personnes qui en feront la demande écrite à l'adresse suivante :

SAFEGE Ingénieurs Conseils

7 rue Claude Chappé

57070 METZ

À l'attention de Monsieur ELVIRA

Tél. : 03 87 36 09 89

Fax : 03 87 35 04 86

La date limite d'obtention du Dossier de Consultation des Entrepreneurs est fixée à quinze jours avant la date de remise des offres.

#### **ARTICLE 4.4.2. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES**

La date limite de réception des offres est fixée au : **Lundi 7 juin 2010 à 12 heures**

#### **ARTICLE 4.4.3. LANGUE DEVANT ÊTRE UTILISÉE DANS L'OFFRE**

L'offre doit être rédigée en langue française.

#### **ARTICLE 4.4.4. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant cent vingt (120 jours) à compter de la date limite de réception des offres.

### **ARTICLE 5. AUTRES RENSEIGNEMENTS**

#### **ARTICLE 5.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Les documents constitutifs du dossier de consultation des entreprises sont énumérés ci-après :

##### **I. Bordereau 0 :**

1. Règlement de la consultation

##### **II. Bordereau 1 :**

1. Acte d'engagement (AE)
2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. Bordereau des prix
5. Détail estimatif

### III. Bordereau 2 : pièces servant à l'intelligence du dossier

1. Notice explicative projet
2. Plans
3. Études géotechniques

## ARTICLE 5.2. MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

### ARTICLE 5.2.1. PRÉSENTATION ET CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront présentées sous pli cacheté ; ce pli portera l'adresse indiquée à l'ARTICLE 1.4. du présent règlement de consultation.

Avec la mention :

« [Appel d'offres pour Mont-le-Vignoble - Marché AO - Opération 1C - Collecte rue de l'église et renouvellement AEP - Rue de l'église](#) »

« NE PAS OUVRIR AVANT LA DATE DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES »

Il devra être remis contre récépissé avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ou, s'il est envoyé par la poste, il devra être remis à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Conformément à la réglementation, le pli contiendra 2 enveloppes également cachetées comportant :

- Le nom du candidat et « [OFFRE POUR MONT-LE-VIGNOBLE - MARCHÉ AO - OPÉRATION 1C - COLLECTE RUE DE L'ÉGLISE ET RENOUVELLEMENT AEP - RUE DE L'ÉGLISE](#) »
- ainsi que, respectivement, les mentions « PREMIÈRE ENVELOPPE INTÉRIEURE » et « SECONDE ENVELOPPE INTÉRIEURE ».

La première enveloppe regroupera les justifications visées au code des marchés publics, incluant les documents énumérés ci-après à l'ARTICLE 5.2.2.

La seconde enveloppe contiendra tous les renseignements énumérés ci-après à l'ARTICLE 5.2.3.

Chacune des offres variantes fera l'objet d'une enveloppe séparée présentée dans les mêmes conditions que la seconde enveloppe.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

---

**ARTICLE 5.2.2. CONTENU DE LA PREMIÈRE ENVELOPPE À REMETTRE PAR CHAQUE CANDIDAT**

La première enveloppe contient les renseignements relatifs à la candidature, tels que définis aux articles du Code des marchés publics.

La liste des documents correspondants à fournir par l'entrepreneur est précisée ci-dessous :

- I. **Lettre de candidature** : sur le modèle DC4<sup>1</sup> ou sur papier libre ;
- II. **Déclarations du candidat** : l'ensemble des déclarations, certificats et attestations prévus au code des marchés publics, et notamment les documents listés dans l'arrêté. Les candidats pourront utiliser l'imprimé DC5<sup>2</sup> ;
- III. **Attestation sur l'honneur** que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales ou copies certifiées conformes des attestations fiscales et sociales, ou copie certifiée conforme de l'état annuel DC7, conformément au code des marchés publics. Ces copies certifiées conformes devront être fournies par le candidat retenu dans un délai de 7 (sept) jours après demande du Maître d'Ouvrage ;
- IV. **Liste des références** de moins de cinq ans, **Qualifications professionnelles ou références équivalentes** portant sur les domaines de réalisation de lagunes et réseaux.
- V. **Moyens humains** dont dispose l'entreprise pour exécuter les travaux similaires.
- VI. **Moyens matériels** dont dispose l'entreprise pour exécuter les travaux similaires.
- VII. **Attestations d'assurances** Responsabilité Civile et Professionnelle en cours de validité, conformément aux exigences du CCAP.

**OU**

**Attestation unique sur l'honneur de candidature jointe au dossier de consultation des entreprises. (Modèle joint en annexe)**

**ARTICLE 5.2.3. CONTENU DE LA DEUXIÈME ENVELOPPE À REMETTRE PAR CHAQUE CANDIDAT**

La deuxième enveloppe contiendra :

- le projet de marché, qui comprend les pièces particulières énumérées à l'ARTICLE 2.1. du CCAP, à l'exception des plans ;
- un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Chaque variante présentée par l'entrepreneur, qui serait de nature à modifier :

- le délai de son offre sur la solution de base,
- le contenu du CCAP, ou du CCTP, ou des pièces estimatives (acte d'engagement, bordereau des prix, détail estimatif, PGF et DPGF),

devra comporter l'ensemble des pièces modifiées du marché évoquées ci-dessus.

---

<sup>1</sup> Le modèle de DC4 disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie et des Finances, mis à jour en 2002, est vivement conseillé : <http://www.minefi.gouv.fr/minefi/services>

<sup>2</sup> Le DC5 mis à jour en 2002 intègre les modifications apportées par le nouveau code des marchés publics. Il est disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ces pièces seront remises sous enveloppe séparée portant l'indication de l'entreprise et de la variante présentée.

### **ARTICLE 5.3. APPLICATION DE L'ARTICLE 54 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS**

Sans objet.

### **ARTICLE 5.4. COMPLÉMENTS OU MODIFICATIONS À APPORTER AU CCTP**

Les compléments ou modifications éventuellement apportés à ce document par l'Entreprise dans le cadre de son offre de base ou d'une variante (cf. ARTICLE 2.1.7. ), devront être clairement explicités sous la forme d'une liste exhaustive de dérogations ou de compléments aux différents articles concernés à annexer au CCTP.

La mention « Lu et Approuvé » du C.C.T.P, devra être suivie de la formule « sauf dérogation aux articles \_\_\_\_\_ » avec les textes correspondants.

### **ARTICLE 5.5. MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 15 (QUINZE) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### **ARTICLE 5.6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PROJETS ET MÉTHODES EXPOSÉS DANS LES PROPOSITIONS**

Les propositions présentées par les Entreprises candidates non retenues à l'issue de l'appel d'offres demeurent leur propriété intellectuelle.

**Annexe A au Règlement de Consultation****DECLARATION UNIQUE SUR L'HONNEUR ET DE CANDIDATURE**

Annexe A n° \_\_\_\_

**CONSULTATION**

- objet de la consultation : **Mont-le-Vignoble - Marché AO - Opération 1C - Collecte rue de l'église et Renouveau AEP - Rue de l'église**
- collectivité organisant la consultation : SIVU de la Bouvade

**CANDIDAT<sup>3</sup>**

- nom, raison ou dénomination sociale : \_\_\_\_\_
- adresse : \_\_\_\_\_
- numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers : \_\_\_\_\_
- Nom et qualité de la personne habilitée à représenter l'entreprise \_\_\_\_\_

**CONDITION DE LA CANDIDATURE**

J'atteste représenter l'entreprise ci-dessus désignée qui se présente :

- ☐ A l'ensemble du marché
- ☐ Au(x) lot(s) : \_\_\_\_\_

**AU NOM DE L'ENTREPRISE QUE JE REPRÉSENTE, JE DÉCLARE SUR L'HONNEUR :**

- Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales prévues aux articles du code des marchés publics,
- Ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente. Dans le cas contraire compléter la rubrique au verso et joindre copie du jugement.
- Ne pas tomber sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R324 4 du code du travail
- Réaliser le travail avec des employés régulièrement salariés au regard des articles L 143.3 et L 620.3 du code du travail
- Ne pas avoir fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324.9, L 324.10, L 341.6, L 125.1 et L 125.3 du code du travail
- Ne pas tomber sous le coup des interdictions à concourir prévues au code des marchés publics

\* ou règles équivalentes pour les candidats établis hors de France

**SIGNATURE POUR CERTIFICATION SUR L'HONNEUR**

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

**3 En cas de candidatures groupées, remplir une déclaration unique sur l'honneur par membre du groupement (et produire dans ce cas une lettre de candidature type DC 4)**

Tous les documents constituant ou accompagnant le dossier de candidature doivent être rédigés en français.

**IMPORTANT :** Le candidat est informé que dans l'hypothèse où son offre serait retenue par la collectivité, il devra fournir dans un délai de 6 jours calendaires à compter de la demande de la collectivité, soit l'état annuel des certificats reçus, soit l'ensemble des attestations sociales et fiscales, délivrés par les organismes compétents et dûment complétés. A défaut de respecter ce délai, il encourt le risque de perdre le ou les marchés qui lui auraient été attribués provisoirement.

L'usage du présent document est purement facultatif. Son emploi est cependant recommandé en vue de simplifier le formalisme lié au dépôt de candidature et éviter des éliminations dues à des omissions de renseignements.

**CHIFFRE D'AFFAIRE DE L'ENTREPRISE SUR LES 3 DERNIERS EXERCICES :**

	Exercice .....	Exercice .....	Exercice .....
GLOBAL			
OU RELATIF AUX PRESTATIONS OBJET DE LA PROCEDURE			

**Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, date de la décision d'ouverture de la procédure : .....**

(produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

**MOYENS DE L'ENTREPRISE (fournir les renseignements demandés au règlement de consultation) :**

▪ Moyens en effectif :

▪ Moyens en matériel

**ETAT DES QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRISE, OU REFERENCES EQUIVALENTES À CELLES REQUISES PAR LA COLLECTIVITÉ :**

**LISTE DES PRINCIPALES REFERENCES DE L'ENTREPRISE, SE RAPPORTANT A L'OBJET DE LA CONSULTATION :**